

Dans le cadre des mobilisations récentes en Russie et leur impact mondial, la LIT-QI reproduit, comme Supplément à Courrier International, la déclaration de sa section dans ce pays, le Parti Ouvrier Internationaliste (POI).

L'hiver russe s'annonce chaud

Le fait a causé surprise. Après des années de stabilité politique, où il n'y avait pas de mobilisations, même pas pour des demandes économiques les plus élémentaires, une grande manifestation a éclaté, avec un contenu ouvertement politique.

Le 10 décembre, environ 40 000 personnes se sont rassemblées sur la Place Bolotnaya (en plus de 10 000 à Saint-Pétersbourg, 5000 à Novossibirsk et d'autres manifestations mineures dans quelque 80 villes) pour protester contre la fraude honteuse lors des élections parlementaires pour la Douma, où le parti *Russie Unie*, du Premier ministre Vladimir Poutine et du président Dimitri Medvedev, a remporté 49 % des voix et 53 % des sièges. Plusieurs analystes estiment que *Russie Unie* s'est approprié un excédent allant jusqu'à 15 % des voix. Il y a des centaines d'allégations selon lesquelles les responsables du dépouillement du scrutin ont fermé les urnes le soir avec un certain résultat, et ont constaté le lendemain que les résultats officiels donnaient des chiffres complètement différents.

Mais le problème n'a pas commencé avec cette fraude électorale grossière. Les élections, dans leur ensemble, étaient d'emblée une imposture. Comme on dit en Russie : ce sont des élections où « *n'importe qui peut gagner, à condition d'être Poutine* ». En Russie, il est impossible de légaliser un parti politique sans la bénédiction du Kremlin. Le parti au pouvoir, *Russie Unie*, dispose d'un monopole sur les médias, et il n'y a pas de débats, rien. En plus de la fraude, le ton arrogant de Poutine et de Medvedev y a ajouté une couche quand les premières plaintes et les manifestations sont apparues. Lors de la première protestation – qui a réuni plus de 6 000 personnes sur le boulevard Tchistye Prudy, le 5 décembre, le lendemain de l'élection – ils ont déclaré : « *Il semble que quelqu'un, quelque part, est en train de dire quelque chose.* » Et de surcroît, ils ont accusé les manifestants d'être payés par les Etats-Unis.

Le président de la Commission électorale, Tchurov, y est allé de la même manière en déclarant : « *Les fantasmes pervers de cette canaille qui met en cause notre honnêteté ne m'intéressent pas.* » Tout cela a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et qui a conduit des milliers de personnes – qui pendant des années ont enduré tout ce jeu sale de la politique du gouvernement russe – à mettre fin à l'indifférence et à rapprocher la Russie lointaine des pays européens touchés par les manifestations des indignés, même s'il ne s'agit encore que d'une minorité. Poutine n'avait jamais rien vu de tel. Il a toujours été habitué à un grand soutien populaire. Nous ne voyons encore que le début du processus, mais nous pouvons affirmer qu'avec les événements de la Place Bolotnaya, le régime policier des gangsters de l'oligarchie du pétrole et du gaz de Poutine a commencé à entrer dans une phase de crise politique évidente.

Ni la répression de l'OMOM (la police de choque), ni la convocation, le jour même, à un examen centralisé dans toutes les écoles du pays afin de démobiliser les enseignants et les jeunes, ni les déclarations ridicules du Médecin-chef de la Russie que « *les manifestations en hiver sont nocives pour la santé* », ni l'endroit fort éloigné (sur une île), réservé par le gouvernement pour la manifestation, n'ont pu empêcher celle-ci d'avoir lieu.

Avec des dizaines de milliers d'empreintes dans la neige fraîche, le peuple a clairement fait savoir ce qu'il pense de l'actuel gouvernement. Les gens exigeaient l'annulation des résultats des élections, le renvoi de Tchurov, président de la Commission électorale, des libertés démocratiques et de nouvelles élections. Les cris de « *Russie sans Poutine* » et de « *Liberté* » dominaient la Place. La démoralisation de la police, du régime et des bureaucrates eût comme effet que, pour la première fois, Poutine était perçu comme faible, comme quelqu'un qui avait dû faire appel à une falsification honteuse pour faire croire qu'il avait toujours le soutien de la population. Dans un pays qui apprécie tellement les « *leaders forts* », c'est une défaite d'envergure pour Poutine. De longues années de silence ont pris fin en ces jours de décembre. Les gens ont perdu la peur et, de ce fait, le temps est venu pour le régime d'avoir peur. La jeunesse qui s'est mobilisée pendant ces jours dans tout le pays a senti l'esprit de la Place Tahrir, tout comme l'ancienne génération ressentait l'esprit de ces manifestations en URSS à la fin des années 80. La victoire officielle de Poutine s'est retournée contre lui. Sa grande défaite a probablement ouvert la phase de déclin de son régime.

Au-delà de l'issue de la fraude, la perte de soutien politique au gouvernement de Poutine est un fait indéniable, tout comme la volonté de se battre, pour au moins un secteur de la population. Même en tenant compte des résultats officiels, le parti de Poutine, *Russie Unie*, a perdu beaucoup de voix. Il a perdu la majorité constitutionnelle qui lui permettait d'amender la Constitution quand il le voulait. Il a toutefois maintenu une majorité simple, ce qui lui donne le pouvoir d'adopter des lois, même en votant lui tout seul. En même temps, la participation aux élections a également reculé. Selon les données officielles, 40 % de la population n'est pas allée voter et certains analystes affirment que moins de la moitié de la population a participé au scrutin. La plupart des gens ont omis de voter ou ont voté pour « *n'importe quel parti sauf Russie Unie* ». Cette tendance à la protestation silencieuse, qui a toujours existé, a atteint aujourd'hui un niveau impossible de dissimuler. Les résultats officiels de l'élection ont été comme une giflette au visage de Poutine.

Un processus qui ne fait que commencer

Ceci dit, malgré le coup dur subi par le régime, il ne faut pas surestimer la situation. La géographie des résultats des élections et le caractère et la composition géographique des manifestations montrent que le processus ne fait que commencer. Les manifestations touchent, pour l'instant, essentiellement la classe moyenne, les jeunes universitaires et l'intelligentsia des grandes villes. La classe ouvrière est, pour l'instant, absente du processus de lutte. Dans les régions rurales et arriérées, si *Russie Unie* a perdu des voix, ce parti a quand même eu un résultat supérieur à celui de Moscou, de Saint-Petersbourg et d'autres villes. Et les grandes manifestations ont également eu lieu seulement dans les villes les plus peuplées. La manifestation centrale sur la Place Bolotnaya a réuni principalement la classe moyenne et les jeunes. Il y aura donc un long chemin de lutte, depuis le premier signe de changement jusqu'au dernier clou dans le cercueil du régime de Poutine.

L'« opposition »

Comme disent les Russes : « Poutine n'est que la moitié du problème, l'autre moitié, c'est l'opposition. » Le fait est que l'opposition parlementaire est directement complice de la fraude. Quatre partis ont obtenu une représentation parlementaire. En plus de *Russie Unie*, au gouvernement, il y a le *Parti Communiste de la Fédération Russe* (KPRF), qui essaie d'être une opposition « civilisée » et « constructive ». Il y a aussi le parti *Russie Juste*, créé par le Kremlin comme une aile gauche de Poutine. Et il y a le *Parti Libéral Démocrate de Russie* (LDPR), la droite xénophobe et pro-gouvernementale. Ces partis, bien qu'ils critiquent la fraude, sont ravis de l'augmentation des voix obtenues, ce qui augmente leur nombre de députés, leur budget et leur pouvoir de négociation avec le gouvernement.

L'opposition du KPRF est particulièrement cynique. Ce parti, le principal parti d'opposition, qui a doublé son score (près de 20 % des voix, selon les résultats officiels), a une grande responsabilité en ce moment, comme principal dépositaire des voix de l'opposition anti-Poutine. Son chef, Ziouganov, a déclaré que « *les élections étaient illégitimes du point de vue de la morale et de l'éthique* ». Mais cela ne signifie pas qu'il va boycotter la nouvelle Douma ou faire quelque chose de ce genre. Au contraire, Ziouganov a déclaré qu'il profitera de l'augmentation de son groupe parlementaire pour augmenter son « pouvoir de contrôle » lors des élections présidentielles de mars. Le KPRF, très content de doubler son score électoral, a notamment été absent de la manifestation de la Place Bolotnaya. Il n'a pas appelé à y participer et il y a envoyé uniquement un représentant subalterne.

La situation est différente avec les libéraux russes, des agents directs des impérialismes étasunien et européen, auxquels le régime a enlevé la reconnaissance juridique et politique et qui ne sont donc pas représentés au parlement. Ces libéraux (c.-à-d. l'impérialisme) ont quelque chose à perdre et quelque chose à gagner. Ils jouent et ils manœuvrent donc avec les manifestations. Actuellement, l'impérialisme a besoin de mener à bien les négociations avec Poutine pour donner suite à ses plans de colonisation de la Russie et d'autres pays influencés politiquement par elle, car c'est Poutine qui monopolise désormais l'espace politique du pays tout entier. Et Poutine se fait payer chèrement les services pour mettre en œuvre les plans de l'impérialisme. C'est la cause des frictions entre eux. L'Ouest aimerait participer directement à la politique russe et il crée donc occasionnellement des difficultés politiques à Poutine dans le pays, grâce à ses agents libéraux (Nemtsov, du Mouvement Solidarité ; Yavlinskiy, du Parti Yabloko ; Kasparov, de l'Autre Russie ; etc.), tirant profit à cet effet de la fraude électorale et de l'absence de libertés démocratiques. Et voilà que les libéraux se révèlent comme les organisateurs de la Place Bolotnaya.

Toutefois, les gens n'ont pas été à la Place « en défense des libéraux », mais en défense des libertés démocratiques. Un orateur de la manifestation a dit en plaisant que, selon le gouvernement russe, Hillary Clinton aurait envoyé des messages par téléphone cellulaire pour chaque personne présente sur la Place. Le sentiment contre les Etats-Unis est très fort en Russie. Les libéraux ont d'ailleurs du mal à gagner la confiance populaire après la catastrophe des années 1990, quand le parc industriel russe a été détruit pour laisser la place à l'importation de produits des multinationales impérialistes. Ce fut précisément la politique des libéraux qui a généré l'oligarchie russe, les grands capitalistes du pays qui se sont approprié les biens de l'Etat, les ressources naturelles et d'autres richesses du pays. Ce sont les mêmes libéraux qui ont ouvert les portes aux capitaux étrangers qui contrôlent désormais presque tous les secteurs de l'économie et qui envoient des milliards de dollars à l'étranger, saignant ainsi l'économie du pays et augmentant la pauvreté. Ce sont encore eux qui ont mis en œuvre la « liberté absolue du marché », ce qui a conduit à la crise. Tous les libéraux ont appuyé le bombardement du parlement par Eltsine en 1993, ce qui a été la première étape de la répression croissante à travers le pays. Les libéraux ont l'entière responsabilité de la situation actuelle dans le pays. Aujourd'hui, ils critiquent Poutine, mais dans la pratique, ils proposent la même politique de privatisation, les coupes dans les dépenses sociales et la soumission du pays aux capitaux internationaux, exactement ce qui est mis en œuvre par Poutine. Ils sont encore plus radicaux pour suivre les prescriptions du FMI. C'est pourquoi ils ne disent pas un mot sur l'économie d'aujourd'hui, sur la corruption et la fraude. Ils se taisent à propos de tout le plan économique des ajustements et des privatisations de Poutine. Ainsi, leurs slogans se limitent à « *Russie sans Poutine !* » ou « *A bas Russie Unie, un parti de voyous et de voleurs !* ». Ils ont peur, eux-mêmes, des manifestations qui menacent le modèle économique semi-colonial du pays, déjà sérieusement en difficultés, surtout en ce moment où la situation devient de plus en plus explosive.

La fraude au service des intérêts des oligarques

Le fait est que la fraude n'était que la goutte d'eau qui fait déborder le vase, mais l'usure accumulée du gouvernement

vient des problèmes beaucoup plus profonds. Elle vient de la mise en œuvre des plans d'ajustement et des coupes exigées par le FMI et les oligarques russes eux-mêmes pour augmenter leurs profits. Comme dans d'autres pays, le gouvernement russe a sauvé ses banquiers et ses oligarques en crise, avec de l'argent public, creusant la dette de l'Etat, et il veut maintenant faire des économies aux dépens du peuple. Dans tous les pays, surtout en Europe, les gouvernements et les patrons mettent en œuvre des réformes et des ajustements très durs – des privatisations, des ajustements de salaire, des licenciements, etc. – pour imposer une exploitation accrue aux travailleurs. Lors de leurs rencontres internationales, comme celles du G-20, les gouvernements du monde discutent et coordonnent leurs actions contre les travailleurs et les peuples, afin de sauver les patrons de la crise que ceux-ci ont causée eux-mêmes et pour laquelle les travailleurs n'ont aucune responsabilité.

La Russie et son gouvernement ne font pas exception. Ils étaient déjà en train de mettre en œuvre la réforme pédagogique, appelée « mondialisation de l'éducation », un nom qui n'a pas besoin d'explications. En même temps, les gens ordinaires deviennent plus pauvres, à cause de l'inflation. Le gouvernement russe a déjà approuvé une série de lois qui entreront en vigueur après les élections et qui obligeront les Russes à serrer davantage la ceinture avec ces mesures qualifiées d'« impopulaires ». Poutine brade de plus en plus le pays, déjà dépendant des investissements étrangers dans les mains des multinationales qui en retirent d'énormes profits. Il suit à la lettre les directives – du FMI, de la Banque mondiale et des gouvernements des pays dominants – pour réduire les dépenses sociales. Il y a déjà un nouveau budget avec des coupes profondes dans les domaines sociaux, alors que les ressources ont augmenté pour la police, la FSB (ex KGB) et l'appareil répressif en général.

Et entre-temps, les oligarques continuent à accumuler des profits sans précédent. C'est à cause de la nécessité de poursuivre ces plans que le gouvernement avait besoin d'une fraude électorale. La falsification des élections fut nécessaire pour Poutine afin de continuer avec les réformes contre la majorité de la population et au service de l'oligarchie et des capitaux étrangers. Poutine a voulu montrer que « tout est en ordre » et que le peuple en masse lui fait encore confiance. Comme d'habitude, il a fraudé avec les élections afin de poursuivre son action contre le peuple, renforcé par « le soutien populaire ». Mais tel est pris, qui croyait prendre. Aujourd'hui, le peuple russe se rend compte de tout cela. Le peuple est fatigué de l'hypocrisie du gouvernement, car il voit qu'il s'appauvrit et qu'il est obligé, en plus, d'endurer tout cela calmement, alors que les oligarques s'enrichissent.

Comment avancer ?

Aujourd'hui, il est nécessaire d'étendre les protestations pour exiger l'annulation des résultats des élections. Tous les partis qui se présentent comme opposition (principalement le KPRF) doivent se battre pour les voix volées et pour leurs électeurs. Ils doivent méconnaître ouvertement les élections, boycotter la nouvelle Douma, mobiliser largement ensemble et organiser des manifestations unifiées massives de protestation, pour obtenir la libération de tous ceux qui ont été arrêtés dans les manifestations, l'annulation des résultats de l'élection et la révocation du président de la Commission électorale, Tchurov. Toute autre position serait un soutien ouvert ou déguisé à la fraude ! Tous ensemble pour des protestations unifiées pour l'annulation des résultats des élections !

La position actuelle du KPRF, de ne pas appeler à manifester contre la fraude et de ne pas participer activement aux manifestations, mais d'occuper ses sièges à la Douma, est inacceptable ! Le KPRF a l'autorité d'être le plus grand bénéficiaire de voix d'opposition. Une simple déclaration de sa part, dans le sens de méconnaître l'élection et de boycotter la Douma falsifiée, mettrait donc l'ensemble du système dans une crise de légitimité sans précédent. Si, en outre, il apportait sa grande puissance de mobilisation (utilisé uniquement en campagnes électorales) aux 40 000 manifestants de la Place Bolotnaya, il pourrait changer définitivement la situation politique du pays.

Aujourd'hui, beaucoup de gens avancent le slogan « élections propres ». Compte tenu des règles actuelles, où il n'y a pas de libertés démocratiques, où « n'importe qui peut gagner les élections, à condition d'être Poutine », cela n'a aucun sens de parler d'« élections propres ». Pour une réelle liberté d'expression, de publication, de manifestation, d'assemblée et d'organisation ! Pour l'abolition de la législation actuelle des partis et de la législation « antiterroriste » et « anti-extrémiste » qui vise à éliminer l'existence d'opinions différentes ! Non à la répression ! Pour la liberté d'organisation et la légalisation des partis alternatifs ! Pour la liberté de diffusion de l'information et l'accès à la télé des différents partis et points de vue ! Pour une vaste campagne de débats électoraux à la télévision ! Réalisation de nouvelles élections dans le pays sur la base de ces droits démocratiques !

A bas les privatisations et la réforme de l'éducation ! Nationalisation sans indemnisation du secteur énergétique et de l'ensemble des ressources naturelles ! Utilisation des ressources ainsi libérées afin de promouvoir une nouvelle vague d'industrialisation dans le pays et de renouvellement des infrastructures nationales, qui absorbe les chômeurs ! Interdiction des transferts de bénéfices à l'étranger ! Nationalisation et unification du système financier national pour empêcher la spéculation, les envois de fonds et la corruption ! A bas les oligarques et les banquiers, criminels et voleurs ! Pour un gouvernement ouvrier et populaire qui gouverne pour la majorité et met en place un programme économique de sauvetage des travailleurs, et non des banquiers et des oligarques. A bas *Russie Unie*, le parti des oligarques et des banquiers, gangsters et voleurs !

Pour mettre en œuvre tout ce programme, le principal problème des travailleurs russes est toujours l'absence d'organisations indépendantes et d'une direction politique, ce qui retarde considérablement l'entrée en scène de la classe

ouvrière. Aujourd'hui, aucun des partis légalisés ne représente les intérêts des travailleurs et du peuple, ni ne veut les défendre. Le KPRF défend certains points du programme décrit ci-dessus, mais seulement dans les campagnes électorales. Il n'a jamais cherché à mobiliser la population pour ces revendications. La classe ouvrière n'a pas de syndicats indépendants ou des partis dans lesquels elle peut avoir confiance, ni d'autres organisations de lutte. Sans leurs propres organisations, les travailleurs seront toujours l'otage des patrons et des bureaucrates. Aujourd'hui, il est nécessaire d'organiser les travailleurs et les secteurs populaires dans des groupes par lieu de travail, par université, par quartier, entre amis, et de les coordonner entre eux pour résister à la politique antipopulaire, répressive et pro-oligarchie du régime de Poutine et de sa farce électorale.

Construire une alternative politique de classe et socialiste est aujourd'hui un besoin urgent pour la classe ouvrière russe.